

● (1450)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je prendrai note de la question car je ne suis pas trop au courant de l'affaire en instance à laquelle le député fait allusion.

M. Epp: J'aimerais poser une question supplémentaire. Le premier ministre pourrait-il nous dire si les mesures prises par le solliciteur général ce matin à Winnipeg viennent enfreindre les lignes directrices qui au dire du premier ministre doivent être observées par tous les membres du Cabinet, et si tel est le cas, quelle mesure compte-t-il prendre à cet égard?

M. Trudeau: D'après ce qu'a dit le député, ces mesures n'enfreignent nullement les lignes directrices: elles sont peut-être irrégulières pour d'autres raisons, mais les lignes directrices, comme je l'ai dit il y a quelques jours, n'ont pas été transgressées.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INTERVENTION DE CUBA EN AFRIQUE—LA POSITION DU CANADA

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Faisant suite à la déclaration du très honorable représentant après sa visite à Cuba, selon laquelle il aurait dit que Fidel Castro envoyait des troupes en Afrique, après avoir longuement réfléchi et mû par des sentiments de compassion, le premier ministre pourrait-il nous dire s'il a reçu de nouveaux renseignements au sujet de l'intervention cubaine et, dans l'affirmative, quelle est la position actuelle du gouvernement sur cette situation regrettable?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ferai remarquer que le député a grossièrement déformé ce que j'ai dit.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Si j'ai grossièrement déformé les paroles du premier ministre, le *Globe and Mail* en a fait autant ce matin.

Des voix: Oh!

M. Stevens: Si l'on se souvient que Cuba est actuellement impliqué dans les affaires de pays africains avec un effectif de 12,000 militaires ou autres envoyés, le premier ministre voudrait-il nous informer si le gouvernement a protesté officiellement au sujet de cette intervention de Cuba et, dans l'affirmative, sous quelle forme?

M. Trudeau: On m'a dit que la citation inexacte parue dans le *Globe and Mail* était tirée d'un journal américain; aussi le député est-il séparé de la vérité par deux bien gros obstacles.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Quant à notre position à l'égard de la présence de troupes cubaines en Angola, elle a été énoncée très nettement par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avant mon départ pour Cuba; elle a été réitérée

Questions orales

clairement lorsque j'étais à Cuba et nous l'avons fait connaître encore depuis ce temps-là. Nous sommes opposés à ce genre d'intervention.

Des voix: Bravo!

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA DÉCISION RELATIVE À LA FERMETURE DE CERTAINES BASES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Étant donné l'inquiétude et l'incertitude qui règnent partout au Canada à cause des rumeurs concernant la fermeture de bases militaires et la réduction à zéro des effectifs de certaines unités, l'honorable représentant peut-il dire quand il compte faire une annonce définitive à ce sujet afin que les gens sachent à quoi s'attendre?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Je ne puis en dire plus à ce sujet que ce que j'ai déjà dit. Je présenterai des recommandations au cabinet très prochainement, probablement d'ici deux ou trois semaines, mais j'ignore combien de temps le cabinet mettra à les étudier.

* * *

[Français]

LES JEUX OLYMPIQUES

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A PRÉVU L'UTILISATION D'UN SERVICE D'INTERPRÈTES ET QUELS CRÉDITS SERONT AFFECTÉS À CETTE FIN

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État du Canada.

Étant donné que dans quelques mois Montréal recevra plusieurs visiteurs de divers pays et que des interprètes seront nécessaires afin de permettre aux diverses nationalités de communiquer entre elles, est-ce que le ministre est en mesure de dire à la Chambre, s'il y a eu une demande de la part des responsables du COJO pour ce service d'interprètes? Dans l'affirmative, quels seront les crédits affectés à ce service?

[Traduction]

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Je ne suis pas au courant de la demande, mais je me renseignerai et je transmettrai la réponse au député.

* * *

RADIO-CANADA

LA DEMANDE DE PROMOTION DES ÉMISSIONS LOCALES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Ma question s'adresse aussi au secrétaire d'État, monsieur l'Orateur. Étant donné le nombre croissant de plaintes concernant la centralisation de Radio-Canada, le secrétaire d'État a-t-il réexaminé la position de la Société afin qu'elle jouisse d'une plus grande latitude pour lui permettre de diffuser des émissions locales?